



DU SANG SUR L'IPAD : MARQUES ET FABRICANTS SUR LA SELLETTE

Édito par **Bertrand Le Brun**,
membre de l'équipe exécutive

Alertés par la SACOM, partenaire basé à Hong-Kong, nous avons appris la survenue d'un grave accident le vendredi 20 mai dans l'usine Foxconn de Chengdu, en Chine. Une explosion s'est produite dans l'un des ateliers de fabrication des « iPad » d'Apple qui a provoqué la mort de trois personnes, une quinzaine d'autres étant blessées.

L'omniprésence de poussière d'aluminium dans des locaux mal ventilés est très probablement à l'origine de la déflagration. Cet événement survient dans un contexte que les enquêtes de la SACOM nous décrivent comme étant celui d'un développement accéléré des moyens de production chinois au service des marques Apple, Dell et HP. L'établissement de Chengdu, qui travaille pour l'électronique internationale, emploie ainsi près de 100 000 personnes. Les conditions de construction de cette usine, sortie de terre en deux mois, se sont faites au détriment des impératifs de sécurité. De plus, la direction de Foxconn y pratique la discrimination à l'embauche en choisissant majoritairement les femmes « plus facilement contrôlables ».

Tout cela fait écho à notre Appel Urgent du 7 mai⁽¹⁾ au sujet d'un solvant très toxique, à l'origine de lésions neurologiques graves, utilisé dans l'usine chinoise de Wintek, également fournisseuse d'Apple. Mais aussi à cet autre Appel lancé pour

défendre Charles Hector, avocat au service des travailleurs birmans d'une usine de Malaisie qui livre des composants électroniques à Hitachi⁽²⁾.

Les faits relevés à Chengdu et Wintek l'ont été grâce au travail d'enquête de terrain que mène la SACOM. Ce partenaire dénonce les entreprises qui violent les droits des travailleurs-ses, et ce de façon d'autant plus efficace qu'il s'assure de la collaboration des salarié-e-s eux-mêmes.

Il sera important de voir comment Apple va réagir au drame de Chengdu. Car jusqu'à présent, la marque ne fait que peu ou pas pression auprès de ses fournisseurs. Pourtant, le rapport de la SACOM sur Foxconn signale la présence de personnels des entreprises clientes dont la mission est, outre de s'assurer de la qualité des produits, de surveiller le respect des termes des contrats.

Devant la gravité des événements survenus à Chengdu, l'interpellation de Steve Jobs, si soucieux de son image de « boss charismatique », est encore plus pertinente. D'autant qu'à travers lui et la notoriété de son entreprise, ce sont toutes les défaillances de la filière électronique qui se trouvent visées.

⁽¹⁾ Appel Urgent n° 346 « Chine : la pomme empoisonnée d'Apple ».

⁽²⁾ WebAppel du 28 avril 2011 « Malaisie : 2,3 millions d'amende pour avoir défendu les droits des travailleurs ».

« LES ÉCHOS DE PEUPLES SO », la lettre trimestrielle d'information sur la défense internationale des droits économiques, sociaux et culturels, éditée par Peuples Solidaires.

Directeur de publication : Jean-Paul Sornay, Président de Peuples Solidaires

Rédaction : Jean-Paul Arpi / Antoine Bouhey / Isabelle Brachet / Fanny Gallois / Vanessa Gautier / Bertrand Le Brun

Dépôt légal : juillet 2011 - ISSN 1969-4199

Maquettage : L'Herbe Folle / slc@herbe-folle.fr - Association BUG (Rennes)

Impression : sur papier recyclé avec encre base végétale par Média Graphic (Rennes)



SOMMAIRE

ÉDITO 1

PARTENARIAT 2

Trois questions à...
Vikerson Garnier..... 2

NOUVELLES DU MONDE .. 2/3

Costa Rica : le SITRAP obtient
une procédure de conciliation 2

Bangladesh : six ans après,
les familles indemnisées 2

Maroc : du rail
aux réseaux sociaux 3

Kenya : rencontre avec les institutions
européennes 3

Togo : un accord historique 3

Cameroun : la Sosucam fait arrêter
des réalisateurs 3

LES CHANTIERS DE L'AG ... 4

VOS QUESTIONS 4

Peuples Solidaires

10 quai de Richemont
35000 Rennes

Tél. : 02 99 30 60 53

Fax : 02 99 30 39 30

ecrire@peuples-solidaires.org

www.peuples-solidaires.org

Trois questions à... Vikerson GARNIER (Haïti)



L'agronome haïtien Vikerson Garnier

À l'invitation de Peuples Solidaires, l'agronome haïtien Vikerson GARNIER est venu en France pour une tournée d'information et de mobilisation en amont du G8 de Deauville et du G20 agricole de Paris. En lien avec Artisans du Monde, ATTAC et la Confédération paysanne, nos partenaires pour la campagne G8/G20, il est intervenu auprès du public dans plusieurs villes françaises.

1. Qu'est-ce qui vous a amené à travailler sur les questions d'agriculture et d'alimentation ?

Je suis né à Port-au-Prince en 1977, et c'est là que je suis allé à l'école. Aux vacances, je rejoignais mes parents, qui sont agriculteurs, et je les aidais aux champs. Nous faisons pousser du maïs, des ignames et d'autres légumes pour nourrir la famille. Le surplus était vendu sur le marché local, ce qui a permis à ma famille de nous scolariser, moi et mes quatre sœurs. J'ai entrepris des études d'agronomie afin de me mettre au service de la paysannerie.

2. Pouvez-vous nous parler d'une de vos mobilisations récentes, en Haïti ?

Après le tremblement de terre, Monsanto a fourni des milliers de tonnes de semences hybrides au titre de l'aide post-séisme. Les mouvements paysans se sont mobilisés avec une marche pacifique et une pétition au Parlement haïtien. Nous avons ensuite proposé un projet de réintroduction de semences natives en Haïti et de constitution de stocks de semences. Le but est de réduire la dépendance des producteurs haïtiens par rapport aux multinationales semencières et de les protéger contre la spéculation. Des semences natives du Brésil (choux, carottes, oignons, etc.) sont actuellement testées dont nous allons récolter cette année les premières graines, et consommer l'année prochaine les premiers légumes produits localement.

3. Qu'attendez-vous de Peuples Solidaires ?

L'organisation pour laquelle je travaille, la CROSE⁽¹⁾, est partenaire d'ActionAid en Haïti et cela nous a permis d'entrer en contact avec vous. Il y a de fortes convergences entre les axes prioritaires de Peuples Solidaires et ceux de mon organisation. C'est déjà important de pouvoir faire connaître nos revendications en France à l'approche du G20. En Haïti, des surfaces commencent à être destinées à la production de jatropha⁽²⁾ aux fins de production d'agrocarburants et les paysans se sont mobilisés contre l'extension des agrocarburants au détriment des cultures vivrières. Dans ce domaine, nous espérons pouvoir développer des mobilisations communes avec Peuples Solidaires.

(1) Coordination Régionale des Organisations du Sud-Est.

(2) Le jatropha est une plante dont l'huile peut être utilisée comme agrocarburant (Cf. Appel Urgent n° 339 « Kenya, carburants contre paysans »).

Costa Rica : le SITRAP obtient une procédure de conciliation



Les militant-e-s du SITRAP se sont appuyé-e-s sur les messages de solidarité pour faire valoir leurs droits.

Lancé en décembre à la demande du syndicat SITRAP, l'**Appel Urgent n° 342** demandait à l'entreprise Produfrutas del Atlantico (production d'ananas) de mettre fin à ses pratiques antisyndicales et de réintégrer une dizaine d'employé-e-s abusivement licencié-e-s. La firme n'a pas réagi mais le soutien apporté au SITRAP par l'envoi de plusieurs milliers de courriers et d'e-mails et par les partenaires de la campagne « Le juste fruit ! » a permis d'obtenir, beaucoup plus rapidement que d'ordinaire, une conciliation entre le syndicat et l'entreprise auprès du ministère du Travail. Une réunion s'est donc tenue le 14 avril dernier à San José, la capitale du pays. Si la procédure de conciliation n'a pas, pour l'instant, abouti à un accord, le ministère du Travail s'est montré particulièrement impliqué étant donné la mobilisation internationale suscitée par ce cas et son caractère exemplaire des violations des droits humains dans les plantations de bananes et d'ananas.

Bangladesh : six ans après, les familles indemnisées

La lutte pour le respect des droits est souvent un travail au long cours. Au Bangladesh, les familles des victimes de l'usine Spectrum - qui s'était effondrée le 11 avril 2005 - viennent tout juste de percevoir l'indemnisation correspondant au manque à gagner dû à la disparition du salaire des personnes tuées ou blessées dans l'accident. Ce dénouement intervient suite à une mobilisation locale et internationale de près de six ans où Peuples Solidaires a tenu toute sa part depuis l'**Appel Urgent n° 285** du 20 avril 2005.

Aujourd'hui, c'est au tour des ouvrier-ère-s

NOUVELLES DU MONDE

de l'usine Garib Garib, qui fournit entre autres la marque H&M, de réclamer justice. En effet, seules les familles avec enfant(s) mineur(s) ont reçu des compensations acceptables de la part de H&M. Les autres n'ont reçu que l'indemnisation minimum légale, à savoir 200.000 taka (1882 euros). Dans la suite de l'**Appel Urgent n° 334**, Peuples Solidaires reste mobilisé à leurs côtés. Plus généralement, nous participons activement aux actions visant à garantir la santé et la sécurité des travailleurs-ses du Bangladesh.

Maroc : du rail aux réseaux sociaux



Rassemblement militant devant le parlement marocain, mars 2011.

Etant donné les pressions exercées à l'encontre de l'Organisation Démocratique du Rail (ODR), la contestation a dû trouver d'autres canaux pour s'exprimer, tels que les réseaux sociaux comme « Facebook ». Ceci a permis des avancées sur certains cas individuels, prouvant que la direction de l'ONCF n'est pas sourde aux mobilisations. Dans le prolongement de l'**Appel Urgent n° 345**, Peuples Solidaires continue de se mobiliser pour que la répression syndicale cesse de manière plus globale.

Kenya : rencontre avec les institutions européennes

Jean Kamau, directrice d'ActionAid Kenya, est venue rencontrer à Bruxelles des membres de la Commission et du Parlement européens. Même si, avec l'appui de la mobilisation internationale (cf. **Appel Urgent n° 339**), les communautés kényanes ont obtenu que le gouvernement refuse pour le moment de donner son aval au projet, l'ensemble de la famille ActionAid reste en effet mobilisée sur le cas d'une entreprise italienne qui prévoyait d'accaparer 50 000 hectares de terres dans la région de Malindi

pour y produire des agrocarburants. Lors de ses conférences et rencontres, Jean Kamau a souligné l'incohérence des politiques de l'Union Européenne qui mène des actions de développement dans les pays du Sud mais adopte des objectifs de consommation d'agrocarburants violant les droits des populations des mêmes pays.

Togo : un accord historique

« C'est un fait historique d'arriver à un accord signé et à la mise en place d'un comité de suivi d'aussi haut niveau pour régler un conflit social en Zone Franche. Cela ouvre la voie au dialogue social en Zone Franche, un objectif clé de nos actions dans le secteur. Nous adressons un grand à merci à toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisé-e-s à nos côtés » nous a écrit Yves Dossou, du SADD (Togo).

Suite à l'**Appel Urgent n° 344** et à l'appui financier apporté aux mobilisations locales (dont une mobilisation générale qui s'est déroulée le 16 avril), un accord a en effet été signé, le 29 avril, entre les responsables syndicaux et le Ministre de l'industrie, de la zone franche et des innovations technologiques. L'accord précise que la direction de Sprukfield procèdera, à partir du mois de juin, à la réintégration progressive des personnes licenciées.



Mobilisation générale du 16 avril 2011.

Un comité de suivi a été mis en place pour conduire le processus de réintégration. Cette victoire sans précédent rend leur dignité aux 120 personnes injustement licenciées par Sprukfield, et permet d'envisager une meilleure prise en considération des revendications futures dans l'ensemble de la zone franche.

Cameroun : la Sosucam fait arrêter des réalisateurs



Parcelles de canne à sucre après la récolte

Suite à notre **Appel Urgent n° 341**, deux réalisateurs français de documentaires ont souhaité réaliser un reportage sur l'impact de l'implantation de la Sosucam (entreprise sucrière) dans la région de Ndo. Ils ont obtenu les autorisations du gouvernement mais... le tournage n'a duré qu'une demi-journée! En effet, l'équipe a été rapidement arrêtée, à vu son matériel saisi et a été placée en garde à vue pendant plus de trente heures suite à une plainte du directeur de la Sosucam – très influent dans le pays – pour, entre autres, « espionnage industriel ». Pendant ce temps, le géant français Somdiaa et son président Alexandre Vilgrain, propriétaires de la Sosucam, continuent à prétendre que l'entreprise participe au développement de la région et à rejeter les demandes du Comité de Développement de la région de N'do (CODEN).

Caisse de solidarité

- China Labor Watch (8 700 €) : financement d'un programme d'enquêtes dans huit usines chinoises, notamment des fournisseurs de Disney. Ces enquêtes porteront sur les mécanismes d'embauche et de démission, les contrats, les salaires, les heures de travail, les dortoirs, les cantines, les protections, etc.
- Fonds de soutien à Charles Hector (1 000 €) : ce fonds doit permettre au défenseur des droits de l'Homme malaisien Charles Hector d'assurer sa défense juridique suite au procès que lui intente l'entreprise Asahi Kosei, fournisseur de la multinationale Hitachi (cf. édito).

Les chantiers de l'AG

Les 2 et 3 avril derniers, l'Assemblée générale annuelle de Peuples Solidaires s'est tenue à Paris. Elle a réuni plus de 60 personnes dont une majorité de représentant-e-s de groupes locaux de la Fédération, mais aussi une dizaine d'adhérent-e-s individuel-le-s venu-e-s prendre part à la vie démocratique de notre association.



Séance plénière d'ouverture et présentation du rapport moral

Comme le prévoient nos dispositions statutaires, les membres de l'assemblée ont examiné le rapport moral et le rapport d'activité, ce qui a été l'occasion de revenir sur une année 2010 très riche (cf. rapport annuel, disponible sur simple demande).

Témoin du rapprochement qui se poursuit avec ActionAid international, Irène Ovonji Odida, Présidente d'ActionAid International avait fait le déplacement. Originaire d'Ouganda, cette avocate des droits de l'Homme milite depuis plus de 20 ans aux côtés des groupes marginalisés et s'est particulièrement investie en faveur des droits des femmes. Elle est revenue sur les raisons qui ont conduit ActionAid à proposer à Peuples Solidaires d'être son représentant en France :

la force de notre réseau, notre culture militante, notre volonté de changer le monde. Elle a également répondu aux nombreuses questions des membres de l'assemblée, curieux-ses d'en savoir davantage sur ActionAid.

Une soirée festive a permis de revenir sur le Forum Social Mondial de Dakar auquel ont pris part de nombreux-ses membres de Peuples Solidaires, et sur l'exploit réalisé par l'une de nos militantes, Irène Gunepin, qui a rejoint Dakar depuis Nancy à vélo en sensibilisant sur son chemin les passant-e-s au problème de l'accaparement des terres.

Enfin, l'Assemblée Générale a permis de débattre collectivement, à travers des ateliers, du diagnostic de notre organisation réalisé quelques mois plus tôt par une consultante extérieure, et des orientations stratégiques que nous souhaitons définir pour l'avenir. Une réflexion d'autant plus importante que nous sommes en pleine évolution! En 2012, nous aurons entre autres à nous prononcer sur deux sujets majeurs : l'affiliation à ActionAid (actuellement, nous sommes « seulement » membre associé) et la stratégie sur cinq ans de la fédération pour la période 2012-2017.



Atelier « Brainstorming » du dimanche matin

Finances

• L'Assemblée générale a validé les comptes de l'exercice clos au 31/12/2010. Avec 808 745 €, les emplois inscrits au compte de résultat sont en progression de 28 % par rapport à 2009.

Plus de 62 % des emplois sont consacrés à notre mission sociale, un chiffre conforme à la moyenne des ONG de type « défense des droits / plaidoyer », tandis que les frais de recherche de fonds et de fonctionnement représentent chacun 19 % des emplois.

Côtés ressources, leur origine reste équilibrée avec 31 % issues des dons, 11 % des cotisations, 35 % d'autres fonds privés (principalement en provenance d'ActionAid) et 23 % de subventions et autres concours publics.

• Retrouvez l'intégralité du compte emploi ressources sur notre site Internet (Rubrique « qui sommes-nous / nos finances ») ou dans le rapport annuel disponible sur simple demande.

Vos questions

Dans certains Appels, vous demandez d'écrire au gouvernement mais pas aux entreprises ; dans d'autres situations, vous faites l'inverse. Pourquoi cette différence ?

Les Appels Urgents sont lancés à la demande des organisations du Sud pour renforcer leurs mobilisations, ce sont donc elles qui définissent la cible de l'Appel. Nous échangeons bien entendu avec elles mais pensons qu'elles sont les mieux placées pour définir la stratégie de pression la plus appropriée en fonction du contexte local qui peut changer, même si, vus d'ici, certains choix peuvent étonner.

De plus, les Appels Urgents s'inscrivent dans des mobilisations plus larges où chacun joue son rôle. Autrement dit, lorsque nous faisons pression sur tel ou tel responsable, les autres sont souvent interpellés par d'autres organisations : c'est tout l'avantage de travailler en lien avec de vastes réseaux de solidarité internationale.



Bulletin de soutien

> À détacher et retourner à :

Peuples Solidaires
10 quai de Richemont
35000 Rennes



Nom :

Prénom :

Adresse postale :

E-mail :

Je joins un chèque (à l'ordre de Peuples Solidaires) de :

- 15 € 30 € 50 €
- 100 € €

Je veux recevoir un formulaire de prélèvement automatique

Vos dons ouvrent droit à une réduction d'impôt de 66 % de leur montant (dans la limite de 20 % du revenu imposable). **Si vous êtes imposable, un don de 100 € vous coûte donc réellement 34 €** (vous recevez votre reçu fiscal l'année suivante, avant votre déclaration).

Rennes, juillet 2011

G8 / G20 : **Appel exceptionnel à don et à mobilisation**

Chèr-e-s signataires et don'acteurs-trices,

Une bonne nouvelle est venue ponctuer les 30 ans des Appels Urgents que j'évoquais dans mon précédent courrier : au Togo (Appel Urgent n° 344), les 120 salarié-e-s de Sprukfield qui avaient perdu leurs moyens de subsistance vont être réintégré-e-s par l'entreprise qui les avait abusivement licencié-e-s. Et comme l'indique notre partenaire, qui qualifie ce succès « d'historique », les retombées positives de ce résultat ne se limitent pas au personnel de Sprukfield : il constitue un point de départ pour de futures conquêtes dans toute la zone. Telle est la vocation des Appels : apporter un soutien concret et direct à des luttes tout en ouvrant des brèches qui contribuent à des avancées plus larges.

Ce lien entre local et global est au cœur de notre philosophie et de notre action. C'est pourquoi, en plus des Appels Urgents et des projets de développement soutenus par les groupes locaux, Peuples Solidaires a toujours mené des actions de pression de grande envergure. Quels que soient les noms utilisés – « lobbying », « plaidoyer »... - ces campagnes, menées collectivement avec d'autres organisations, se nourrissent des actions de terrain et les prolongent. Elles sont indispensables pour peser sur les règles du jeu de filières entières (jouets, bananes, ananas) et sur les politiques des États et des institutions internationales.

À cet égard, l'année 2011 est doublement exceptionnelle : non seulement c'est la France qui préside le G20, mais celui-ci va traiter d'agriculture et d'alimentation. Or il y a urgence : en 2008, une grave crise alimentaire a accentué le problème de la faim dans le monde et les conditions d'une nouvelle catastrophe sont aujourd'hui réunies.

Répétons-le : la faim n'est pas une fatalité et on ne peut se contenter d'accuser les perturbations climatiques. Nos nombreux Appels Urgents lancés pour soutenir les « sans terre » tout comme les récentes enquêtes publiées avec ActionAid le montrent : la faim dépend de facteurs politiques et économiques parmi lesquels :

- la hausse des prix alimentaires, aggravée par la spéculation ;
- les accaparements de terre par « l'agrobusiness », notamment au profit des agrocarburants ;
- le manque d'investissement dans l'agriculture paysanne et familiale.



BULLETIN DE PARTICIPATION ET DE SOUTIEN

À renvoyer à : **Peuples Solidaires G8/G20, 10 quai de Richemont – 35000 Rennes**



Nom :

Prénom :

Adresse postale :

E-mail : Tél. :

.../...

Sans pression de la société civile, le G20 se contentera d'ajustements mineurs et cosmétiques, nos partenaires du Sud attendent donc beaucoup de nous! C'est pourquoi nous avons lancé la campagne « Allô le G20 ? Ici le reste du monde ! » dont l'objectif est double :

- proposer six mesures qui permettraient de juguler la faim dans le monde (voir dépliant joint);
- faire entendre les voix des organisations du Sud, absentes des sommets officiels.

Nous avons besoin de votre soutien pour atteindre nos objectifs :

Cette campagne doit rassembler un grand nombre de citoyen-ne-s → signez notre pétition!

Cette campagne a un coût → faites un don pour la soutenir!

Lancée au Forum Social Mondial de Dakar en janvier, cette campagne a déjà suscité beaucoup d'initiatives. Récemment, nous avons par exemple invité trois représentant-e-s du Brésil, d'Haïti et du Nigéria à sillonner la France pour faire entendre les voix du « reste du monde » en amont du G8 de Deauville et du G20 des ministres de l'Agriculture.

Le temps presse : il ne nous reste que quatre mois avant le sommet du G20 qui se tiendra à Cannes début novembre.

Pour agir dès maintenant, je vous invite à nous retourner au plus vite le bulletin de soutien ci-dessous.

Je compte sur votre participation!

Solidairement,

Jean-Paul Sornay,
Président de Peuples Solidaires

→ POUR SIGNER LA PÉTITION, RENDEZ-VOUS SUR WWW.PEUPLES-SOLIDAIRES.ORG

(ou commandez sa version papier à l'aide du bulletin ci-dessous si vous n'avez pas accès à Internet)

→ POUR SYMBOLISER VOTRE SOUTIEN À LA CAMPAGNE G8 / G20, VOUS POUVEZ CHOISIR DE FINANCER...



> SE MOUILLER POUR DES IDÉES

Les dirigeants du G20 ne doivent pas se contenter de belles déclarations mais « se mouiller » pour prendre de vrais engagements!

Afin de leur montrer l'exemple, des volontaires prendront un bain « revendicatif » à Cannes, en amont du G20.

Avec un don de 10 €, vous parrainez symboliquement un volontaire et contribuez à financer la campagne.



> DES IDÉES VISIBLES DU CIEL

Peuples Solidaires participera à de nombreuses manifestations avant et pendant le G20.

Objectif : donner une visibilité maximale à nos revendications.

Avec un don de 20 €, vous nous aidez à financer l'achat de ballons géants aux couleurs de la campagne.



> ENSEMBLE, SCULPTONS UN AUTRE AVENIR

Seuls, nous ne sommes que des grains de sable face au G20. Mais ensemble, ces millions de grains peuvent peser!

À Cannes, un artiste réalisera une sculpture sur sable géante évoquant notre campagne.

Avec un don de 50 € vous soutenez symboliquement cette création et contribuez à financer la campagne.



> FAIRE ENTENDRE LES VOIX DU « RESTE DU MONDE »

Puisqu'elles sont absentes des sommets officiels, nous leurs donnerons la parole dans la rue et dans les médias!

Nous inviterons des organisations du Sud à Cannes, pour faire entendre haut et fort les voix du « reste du monde ».

Avec un don de 100 €, vous contribuez à faire venir un partenaire d'un pays du Sud.

MERCI DE VOTRE SOUTIEN À LA CAMPAGNE G8 / G20

JE SIGNE :

- J'ai signé la pétition sur votre site Internet
- Je n'ai pas accès à Internet, merci de m'envoyer la pétition en format papier
- Je commande dépliant de la campagne « Allo le G20 ? Ici le reste du monde »
- Je souhaite participer aux mobilisations qui auront lieu à Cannes (dans ce cas, merci d'indiquer à minima votre e-mail et / ou votre téléphone au recto de ce bulletin)

JE FAIS UN DON POUR :

- Se mouiller pour des idées (10 €)
- Des idées visibles du ciel (20 €)
- Ensemble, sculptons un autre avenir (50 €)
- Faire entendre les voix du « reste du monde » (100 €)
- Globalement à la campagne G8 / G20 : €

Ci-joint un chèque de € à l'ordre de Peuples Solidaires

Vos dons ouvrent droit à une réduction d'impôt de 66 % de leur montant (dans la limite de 20 % du revenu imposable). **Si vous êtes imposable, un don de 100 € vous coûte donc réellement 34 €** (vous recevez votre reçu fiscal l'année suivante, avant votre déclaration).